

LE MONDE diplomatique

VOS SOUVENIRS
SONT NOTRE
AVENIR

UNE NOUVELLE INÉDITE
D'ALAIN DAMASIO
Pages 22 et 23.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 735 - 62^e année, Juin 2015

DOSSIER

Vous avez dit « complot » ?



PETER MARTENSEN. - « One Finger Finger » (Finger à un doigt), 1991

Quelques jours après le tremblement de terre d'avril dernier au Népal, des doutes ont envahi la Toile : la catastrophe ne s'expliquerait-elle pas par la réactivation de l'accélérateur de particules de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) ? Dominant, le scénario est bien rodé. Des marchands de conspirations attribuent chaque bouleversement du monde à l'Occident, aux Juifs, aux financiers de Wall Street, aux francs-maçons,

etc. Ces imputations rencontrent un écho d'autant plus large que l'histoire encourage à douter des récits officiels comme des engouements médiatiques. Assurément, la plupart des théoriciens du complot versent dans la paranoïa et surestiment le rôle de puissances occultes. Mais d'autres, plus simplement, se fourvoient dans une quête d'explication simple à des événements chaotiques. Leur désir de comprendre provoque leur égarement, peut-être provisoire...

Lire notre dossier pages 17 à 23.

LOI SUR LE RENSEIGNEMENT EN FRANCE

Feu vert à la surveillance de masse

Profitant de l'émotion suscitée par les attentats de Paris, et sans remédier aux défaillances qu'ils ont révélées, le gouvernement français entend faire adopter une loi sur le renseignement qui permettrait une surveillance généralisée des communications. Le Sénat doit étudier début juin ce texte qui alarme tous les défenseurs des droits humains et du respect à la vie privée.

PAR FÉLIX TREGUER *

Plus les dirigeants français, la polémique autour de la loi sur le renseignement, examinée depuis la mi-avril au Parlement, n'est qu'un mauvais moment à passer. Un mal nécessaire et une parenthèse dans la politique qui précède depuis les révélations du lanceur d'alerte Edward Snowden sur les pratiques de la National Security Agency (NSA) américaine, en juin 2013. Car, jusqu'à présent, ils appliquent avec zèle la devise de Louis XI : « Qui ne sait dissimuler ne sait pas régner. »

Sans tambour ni trompette – mais aussi sans scrupule –, la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) a développé depuis les années 1970 l'un des systèmes d'écoute et d'interception de masse les plus étendus du monde. Un dispositif d'autant plus performant qu'il s'appuie sur la présence française outre-mer et sur les liens privilégiés entre les services de renseignement et les grands opérateurs de télécommunications comme Alcatel ou Orange. Ces multinationales représentent de puissants atouts dans la course à la surveillance d'Internet. Et pour cause : c'est sur leurs câbles que se branchent les écouteurs numériques. En 2011, l'État a également investi plusieurs dizaines de millions d'euros dans Quantico

et Bull, leaders du secteur des technologies d'interception des communications Internet. Leurs programmes analysent en temps réel le contenu du trafic et peuvent, par exemple, repérer l'utilisation d'outils cryptographiques et collecter ces données.

Bref, comme le résumait l'ancien directeur technique de la DGSE, M. Bernard Barthe, aujourd'hui passé dans le privé, la France « joue en première division » dans le domaine du renseignement technique (1). À l'automne 2013, des documents divulgués par M. Snowden ont d'ailleurs mis au jour la coopération de la DGSE avec la NSA et son homologue britannique, le Government Communications Headquarters (GCHQ, Quartier général des communications du gouvernement).

Mais, alors qu'aux États-Unis, au Royaume-Uni ou même en Allemagne l'affaire Snowden donnait lieu à des procès ou à des commissions d'enquête parlementaires, à Paris, le pouvoir a fait bloc en opposant silence ou démenti aux informations impliquant les agences françaises de renseignement.

Lire la suite pages 4 et 31

* Auteur, Collaborateur de l'association de défense des libertés La Quadrature du Net (www.laquadrature.net).

(1) Jean-Marc Manich, « Franchiser : la DGSE est en "1^{re} division" », *Fig. Brother*, 2 octobre 2010, <http://figbrother.blog.lesmousses.fr>

Droitisation, mode d'emploi

PAR SERGE HALIMI

Certains protestataires, participation aux élections, exercice du pouvoir. Ces trois types d'action politique comportent une caractéristique commune : les catégories populaires s'en éloignent ou en sont écartées. Lorsque, le 11 janvier dernier, des millions de Français ont manifesté leur solidarité avec les victimes des attentats de Paris, la mobilisation des classes moyennes a contrasté une fois de plus avec celle, relativement plus modeste, du monde ouvrier et de la jeunesse des quartiers défavorisés. Depuis des années, la « rue » s'embourgeoise. Les urnes aussi. À chaque élection ou presque, le taux de participation régresse conjointement avec le niveau de revenu. Et la « représentation nationale » n'est guère mieux lotie, puisque son visage se confond avec celui des classes supérieures. La politique, un sport d'élite ?

On l'observe déjà dans le cas de la gauche européenne. Créé au début du XX^e siècle par les syndicats, le Parti travailliste britannique avait pour vocation de représenter l'électorat ouvrier. En 1966, 69 % des travailleurs manuels lui accordaient leur vote ; cette part est passée à 45 % en 1987, puis à 37 % lors du scrutin du 7 mai dernier. Le blairisme estima qu'il fallait donner la priorité aux classes moyennes. Mission accomplie : c'est avec l'électorat le plus bourgeois de leur histoire que les travaillistes viennent d'essuyer un revers électoral retentissant (lire l'article de Owen Jones page 6).

« La désaffection grandissante des milieux populaires pour les partis de gauche, observable dans toutes les démocraties occidentales électives, relève le politiste Patrick Lehingue, n'est sans doute pas sans rapport avec la réaffection des élus qui,

sous des meilleurs dévoués, en avaient éprouvé les conditions d'existence. » Jugons-en plutôt : en 1945, un quart des députés français étaient ouvriers ou employés avant leur élection ; il n'en reste que 2,1 % dans ce cas aujourd'hui. En 1963, soixante-deux maires de communes de plus de trente mille habitants provenaient encore de ces deux catégories sociales (majoritaires dans la population) ; trente ans plus tard, ils n'étaient plus que six (2).

Représentatif, le système ? Plus de la moitié des Américains jugent que l'État devrait redistribuer la richesse en imposant fortement les nantis. Lesquels – c'est humain – ne sont que 17 % à partager un tel souhait (3). Le fonctionnement des démocraties occidentales garantit cependant que leur avis l'emportera là encore, sans débat réel. Une classe consciente de ses intérêts se montre d'autant plus sereine que des sujets de diversion montés en épingle par les médias qu'elle défient continuent d'ensorceler le débat public. Et d'opposer les catégories populaires entre elles.

Quand ce système est bien rodé, il ne reste plus qu'à convoquer des experts très savants dont la mission est de nous rappeler que l'apathe des uns comme la colère des autres s'expliquent par la « droitisation » de nos sociétés...

(1) Patrick Lehingue, « Les classes populaires et la désaffection représentative en France », *Social'Up* n° 31, Belin/Le Monde-Diogenes, mars 2013.

(2) Cf. Noam Schulman, « 2014 Inequality and inequality are shaped on inequality », *The New York Times*, 30 mars 2013.

M 02136 - 12€ - F. 5,40 € - 10

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28



México: 12 € - Espagne: 5,40 € - France: 5,40 € - Belgique: 5,40 € - Canada: 7,50 € - États-Unis: 7,50 € - Royaume-Uni: 5,40 € - Australie: 7,50 € - Chine: 12 € - Inde: 7,50 € - Japon: 7,50 € - Israël: 7,50 € - Italie: 7,50 € - Liban: 7,50 € - Maroc: 7,50 € - Mexique: 12 € - Nouvelle-Zélande: 7,50 € - Pays-Bas: 5,40 € - Portugal: 5,40 € - Russie: 7,50 € - Suède: 7,50 € - Suisse: 7,50 € - Taïwan: 7,50 € - Thaïlande: 7,50 € - Turquie: 7,50 € - Vietnam: 7,50 €

MEDIAPART – LA DÉCOUVERTE La nouvelle revue



Le monde des idées est aussi un terrain d'enquêtes

VOUS AVEZ DIT « COMPLIT » ?

De la naissance de l'Organisation de l'Etat islamique aux attentats de Paris, du 11-Septembre à la crise financière de 2008, chaque événement largement médiatisé peut désormais susciter des théories du complot. Ces constructions intellectuelles plongent leurs racines dans la culture populaire (pages 22 et 23) et dans l'histoire contemporaine, parsemée d'authentiques machinations (pages 18 et 19). Le conspirationnisme prolifère

partout, notamment dans le monde arabe (pages 19 et 20). Il est tentant de voir les adeptes du complotisme comme des individus irrationnels, voire délirants. Pourtant, leurs analyses s'appuient sur des raisonnements relativement ordinaires (page 21). Nombre d'entre eux ont appris à douter de la version officielle des événements (page 18); et le discrédit des institutions donne un écho à leur discours (lire ci-dessous).

Le symptôme d'une dépossession

PAR FRÉDÉRIC LORDON *

En vous posant, n'en voir nulle part : en matière de complot, la discussion évite rarement l'un de ces deux écueils symétriques. Quand les cinq grandes firmes de Wall Street, en 2004, obtiennent à force de pressions une révision, longtemps tenue secrète, à la Securities and Exchange Commission (SEC), le régulateur des marchés de capitaux américains, pour obtenir l'abolition de la « règle Pictet » limitant à 12 le coefficient de levierisation globale des banques d'affaires (1), il faudrait une résonance intellectuelle confinant à l'obturation pure et simple pour ne pas y voir l'action concertée et dissimulée d'un groupe d'intérêts spécialement puissant et organisé. Des complots, donc, il y en a – celui-là, par exemple, d'ailleurs tout à fait couronné de succès.

Sans doute ne livre-t-il pas à lui seul l'impression de l'analyse qu'appelle la crise financière, et c'est peut-être là l'une des faiblesses notoire du conspirationnisme, même quand il pointe des faits avérés : son monodérisme (2), la chose unique qui va tout expliquer, l'idée exclusive qui rend compte intégralement, la réponse cachée qui a décidé de tout. Exemple-type de monodérisme conspirationniste : Bilderberg (ou la Trilatérale) (3). Bilderberg existe ! La Trilatérale aussi. Ce n'est donc pas du côté de l'établissement de ces faits que se constitue le problème : c'est du côté du statut causal qu'en leur accord. Ainsi donc de Bilderberg ou de la Trilatérale dirigés en organisateurs uniques et omnipotents de la mondialisation néolibérale. Pour défaire le monodérisme de la vision complotiste, il suffit de l'inviter à se prêter à une expérience de pensée contre-factuelle : imaginons un monde sans Bilderberg ni Trilatérale ; ce monde hypothétique aurait-il (été) la mondialisation néolibérale ? La réponse est évidemment non. Il s'agit d'un complotisme qui n'aurait pas les agents sans qui le néolibéralisme, peut-être même pas les plus importants. Et pourtant, ce n'est pas une raison pour oublier de parler de Bilderberg et de la Trilatérale, qui restent incontestablement quelque chose du monde où nous vivons.

Il suffirait donc parfois d'un soupçon de charité intellectuelle pour tenter ce qu'il peut y avoir de fondé dans certaines thèses immédiatement disqualifiées sous l'étiquette décriée infamante de « conspirationnistes », écarté leurs arguments explicatifs, et conserver, quitte à les réinterpréter autrement, des faits d'actions concertées bien réels mais dont la doctrine néolibérale s'efforce d'opérer la dénégation. Il est vrai qu'il est constitutivement dans la vision du monde des dominants de dénier généralement les faits de domination (salaires et employeurs, par exemple, sont des « co-contractants libres et égaux sur un marché du travail... »), à commencer bien sûr par ceux de la classe exploitée par lesquels les intérêts dominants concourent à la production, à la reproduction et à l'approfondissement de leur domination. Il est problématiquement sans espoir d'imaginer leur dans les controverses médiatiques une position intermédiaire qui concilierait et la régulation contre certains errements extravagants (jusqu'au scandaleux) de la pensée conspirationniste, et l'idée que la domination, si elle est principalement produite dans et par des structures, est aussi affaire pour partie d'actions collectives délibérées des dominants. Ce genre de distinction est sans doute trop demandée, et l'on voit d'ici venir les commentaires épiques qui feront de ce propos même une défense apologétique du complotisme et des complotistes...

Il serait temps pourtant d'en appeler, en quelque sorte, à une pensée non compléto-décomplotiste, c'est-à-dire aussi bien : 1) reconnaître



PETER MARTENSENS. - « The Lesson » (La Leçon), 2008

qu'il y a parfois des menées concertées et dissimulées – on pourra les appeler des complots –, et 2) refuser de faire du complot le schéma explicatif unique de tous les faits sociaux, ajouter même que, de tous les schémas disponibles, il est le moins intéressant, le moins souvent pertinent, celui vers lequel il faut, méthodologiquement, se tourner en dernier... et cela quoiqu'il ait parfois sa place!

Sans doute trouve-t-on de tout à propos du conspirationnisme : des tableaux satiriques de ses plus notables délices (le fait est qu'il n'en manque pas...), des revues de ses thèmes fétiches, jusqu'à de savantes analyses de ses psychopathologies. Mais d'analyse politique, point ! La puissance des effets de désqualification, la force avec laquelle ils font trier des locuteurs, les caractérisations sociales associées à ce tri même, la réservation de la parole légitime à certains et l'exclusion absolue des autres, procèdent là aussi par un effet d'amalgame qui confond dans l'aberration mentale, puis dans l'immondice de parler, toute une catégorie, voire un ensemble de catégories sociales, à partir de quelques égarés isolés, cela pour faire du discours politique l'affaire monopolistique des « représentants » avisés des experts : tous ces mécanismes, exacerbés dans les médias français, devraient pourtant attirer l'attention sur les enjeux proprement politiques engagés dans le débat sur le conspirationnisme – au lieu de quoi il n'est matière qu'à glosements ou cris finement horrifiés puisque, si isolées soient-elles, les saillies conspirationnistes fournissent la meilleure raison du monde à la dépossession.

DÉPOSSESSION : tel est peut-être le mot qui livre la meilleure entrée politique dans le fait social – et non pas psychique – du conspirationnisme. Car au lieu de voir en lui un délire sans cause, ou plutôt sans autre cause que l'essence arrimée de la plèbe, on pourrait y voir l'effet, sans doute aberrant, mais assez prévisible, d'une population qui ne désire pas de comprendre ce qu'il lui arrive, mais s'en voit systématiquement refuser les moyens : accès à l'information, transparence des agendas politiques, débats publics approfondis (entendre : autre chose que les indignes bouillies servies sous ce nom par les médias de masse), etc. Décidément l'événement politique le plus important des deux dernières décennies, le référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005 a montré ce que peut, pourtant dans un extraordinaire climat d'adversité, un corps politique auquel on donne le temps de la réflexion et du débat : s'emparer des matières les plus complexes et se les approprier pour produire un suffrage éclairé.

Hors de ces conditions exceptionnelles, tous les moyens ou presque de faire sans des forces historiques qui l'assaillent et surtout d'avoir part aux délibérations qui décident de son destin lui sont refusés. Or, remarque Spinoza, le quant-à-soi ne serait connaître aucune suspension : « Nul ne peut échapper au fait de juger » (*Traité politique*), aussi celle-ci s'exerce-t-elle comme elle peut, dans les conditions qui lui sont faites, et avec l'achar-

nement du désespoir quand, au surplus, elle n'a que son malheur à penser. Le conspirationnisme n'est pas la psychopathologie de quelques égarés, il est le symptôme nécessaire de la dépossession politique et de la confiscation du débat public. Aussi est-il de la dernière importance de reprocher au peuple ses errements de pensée, quand on a si méthodiquement organisé sa privation de tout instrument de pensée et sa rélegation hors de toute activité de pensée. Nul ne le dit mieux que Spinoza : « Il n'est pas étonnant que la plèbe n'ait ni vérité ni jugement, puisque les affaires de l'Etat sont traitées à son insu, et qu'elle ne se forge un avis qu'à partir du peu qu'il est impossible de lui dissimuler. La suspension du jugement est en effet une vertu rare. Donc posséder tout traiter en cachette des citoyens, et vouloir qu'à partir de là ils se portent pas de jugement, c'est le comble de la stupidité. Si la plèbe en effet pouvait se tempérer, suspendre son jugement sur ce qu'elle connaît mal, et juger correctement à partir du peu d'événements dont elle dispose, elle serait plus digne de gouverner que d'être gouvernée » (*Traité politique*, VII, 27).

Mais, plus encore que de la dépossession, le conspirationnisme, dont les élites font le signe d'une irremédiable misère, pourrait être le signe paradoxal que le peuple, en fait, accède à la majorité puisqu'il en a le scope d'écouter avec défiance les autorités et qu'il entreprend de se figurer le monde sans elles. Il ne lui manque qu'une chose pour y entrer complètement et s'extrait des chausse-trappes, telle celle du conspirationnisme, dont tout débat public est inévitablement parvenu : l'exercice, la pratique, l'habitude... soit tout ce que les institutions de la confiscation (représentation, médias, experts) lui refusent et qu'il s'efforce néanmoins de conquérir dans les marges (associations, éducation populaire, presse alternative, réunions publiques, etc.) – car c'est en s'exerçant que se forment les intelligences individuelles et collectives.

Le débat sur la « loi de 1973 », entendait supposément le financement monétaire des déficits publics, devrait typiquement être regardé comme l'une des étapes de cet apprentissage, avec son processus caractéristique d'essais et d'erreurs. Bien sûr, la loi de 1973, objet dans certaines régions de l'Internet d'une activité effrénée, a connu son lot d'embardées : depuis la vidéo à ambiance complotiste de Paul Grignon, *L'Argent dette* (*Mouvements*, 2006), portant au jour une gigantesque conspiration monétaire – ce sont les banques privées qui créent la monnaie –, dont les termes posés cependant être lus dans l'importance qu'il manifeste d'économie de présence ou de terminale SES, jusqu'à la lourde insistance à renommer la loi, d'abord « loi Pompidou » mais pour mieux arriver à « loi Rothschild », où certains ne verront qu'une allusion sans contenu du pouvoir politique et de la haute finance (4) quand d'autres y laisseront pour toutes sortes de sous-entendus...

Au milieu de toutes ces scores, un principe de charité politique pourrait cependant voir : 1) ce petit miracle de non-experts se saisissant d'une question à l'évidence technique mais que ses enjeux politiques destinent au débat le moins restreint possible : la monnaie, les banques; 2) le surgissement, peut-être discutable mais finalement salutaire, d'interrogations sur la légitimité des taux d'intérêt, le financement des déficits publics, les figures possibles de la souveraineté monétaire, la place adéquate des détenteurs de monnaie dans une société démocratique; 3) une intense activité politique, au meilleur sens du terme, avec production kilométrique de textes, lancement de sites ou de blogs, controverses documentées en tous sens, etc. Tout cela, oui, au milieu d'ignorances (définitives, de quelques dérapages notoire et de fausses routes manifestes – certains, parmi les plus acharnés à dénoncer la loi de 1973, commencent à s'apercevoir qu'ils ont poursuivi une fantôme de leur vie... Mais pourtant comme un exercice collectif de pensée qui vaut en soi bien mieux que toutes ses imperfections, et dans lequel, tout sarcasme suspendu, il faudrait voir un moment de ce processus d'apprentissage typique de l'entrée dans la majorité. Sans surprise, des rebroussements de l'apprentissage les élites installées tirent parti pour refuser l'apprentissage même. On les comprend : il y va précisément de la dépossession des dépossessionnés.

(1) Le coefficient de levierisation détermine le multiple de dette, par rapport à ses fonds propres, qu'une banque peut contracter pour financer ses positions sur les marchés.

(2) C'est-à-dire la concentration pathologique de la pensée sur un seul thème.

(3) La Commission internationale, fondée en 1973 pour affiner la coopération entre les pays alliés de l'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie, rassemble des personnalités issues du champ du pouvoir : intellectuels, dirigeants politiques et économiques. Groupe informel créé en 1954 dans le contexte de la guerre froide, Bilderberg fonctionne sur le même principe, mais se focalise sur les relations américano-européennes.

(4) Politique, avant de devenir premier ministre, Georges Pompidou a été banquier d'affaires chez Rothschild. On remarquera tout de même que, banquier, il conseilla d'abord en 1954 quand il devient directeur de cabinet de de Gaulle, et qu'il fut le date de 1973...

* Économiste, auteur de *La Machine. Histoire économique et sociologique du capitalisme* (Le Monde, Paris, 2014). Cet article est extrait de « Conspirationnisme : le public et la pensée », La gauche à l'épreuve, 24 août 2015, <http://blog.monde-diplomatique.fr>

SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 18 ET 19 : De Santiago à Caracas, la main noire de Washington, par Franck Gaudichaud.

« Qui croit à la version officielle ? », par Julien Brygo. Une obsession dans le monde arabe, par Avram Belkaid.

PAGES 20 ET 21 : Dix principes de la mécanique conspirationniste, par Benoît Bréville. Personne n'est à l'abri, par Marina Maestrutti.

PAGES 22 ET 23 : Aux frontières du réel, par Evelyne Pieller. Vos souvenirs sont notre avenir, par Alain Damasio.

De Santiago à Caracas,

De nombreux complots avérés parsèment l'histoire et donnent du crédit aux thèses conspirationnistes. Les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine invitent toutefois à distinguer machinations, stratégie d'influence et art du rapport de forces.

PAR FRANCK GAUDICHAUD *

« **A**U DÉBUT du siècle, écrit en 1959 le journaliste Herbert Matthews, la question se pose : si nous n'avions pas l'Amérique latine à nos côtés, notre situation serait dramatique. Sans accès aux produits et aux marchés d'Amérique latine, les États-Unis seraient réduits au statut de puissance de second rang » (The New York Times, 26 avril 1959). De cette préoccupation naît, dès le début du XIX^e siècle, l'image de la région comme d'une « arrière-cour » à protéger – et à soumettre – coûte que coûte. Le projet se pare initialement des atours d'une préoccupation séculaire : en 1823, le président James Monroe condamne l'impérialisme européen et proclame « l'Amérique aux Américains ». Mais sa doctrine ne tarde pas à se transformer en un instrument de domination du nord sur le sud du continent.

Tantôt violent, tantôt discret, l'expansionnisme des États-Unis en Amérique latine façonna à ce point l'histoire du continent que de nombreux intellectuels continuent de voir la main noire de Washington derrière chacun des obstacles sur lesquels rebâtit les pouvoirs progressistes de la région. Au moment de chercher des responsables à leurs problèmes domestiques, les gouvernements latino-américains ne rechignent pas toujours à pointer à la source de cet anti-impérialisme métrique, flirtant parfois avec les théories du complot. Il faut dire que le sentiment anti-yankee ne tombe pas du ciel sur le continent de José Martí (1) : il découle de plus de cent cinquante années d'ingérences bien rôlées, d'innombrables coups tordus et de vains complots, manifestations d'une volonté d'hégémonie qui a connu plusieurs évolutions historiques.

Entre 1846 et 1848, le Mexique se voit dépouiller de la moitié de son territoire au profit du voisin du Nord. Puis, entre 1898 et 1934, les militaires américains interviennent à vingt-six reprises en Amérique centrale : ils renversent des présidents, en installent d'autres, c'est le temps de la mise sous tutelle de Cuba et de Porto Rico (1898), de la prise de contrôle du canal interocéanique de l'ancienne province colombienne de Panama (1903). S'ouvre alors une phase d'impérialisme militaire destiné à secourir la « diplomatie du dollar » et l'accumulation des ressources naturelles par des entreprises telles que la United Fruit Company, fondée en 1899.

Mais la boîte à outils impériale de Washington ne ressemble pas nécessairement à une armerie. En 1924, Robert Lansing, secrétaire d'État du président Woodrow Wilson, observe : « Nous devons abandonner l'idée d'installer un citoyen américain à la présidence mexicaine, car cela nous

* Maître de conférences à l'université Grenoble-Alpes et coprésident de l'association France-Amérique latine (FAL).

conduirait inévitablement à une nouvelle guerre. La solution requiert davantage de temps. Nous devons ouvrir les portes de nos universités à de jeunes Mexicains ambitieux et leur enseigner notre mode de vie, nos valeurs ainsi que le respect de notre ascendance politique. (...) Au bout de quelques années, ces jeunes gens occuperont des postes importants, à commencer par la présidence. Sans que les États-Unis aient eu à dépenser un seul centime ou à tirer un seul coup de feu, ils feront alors ce que nous désirons, et ils le feront mieux et de façon plus enthousiaste que nous ne l'aurions fait nous-mêmes » (2). Les universités s'ouvrent, sans toutefois mettre les militaires au chômage technique. En 1927, au Nicaragua, les marines créent la garde nationale, à la tête de laquelle ils placent le futur dictateur Anastasio Somoza.

Avec la guerre froide, Washington développe une nouvelle doctrine, dite de « sécurité nationale ». L'onde de choc de la révolution cubaine (1959), le développement de guérillas marxistes – au Salvador et en Colombie notamment – et de la théologie de la libération, la tentative d'une « voie chilienne » vers le socialisme (1970-1973) ou encore l'insurrection sandiniste au Nicaragua (1979) signifient la croisée anti-communiste des États-Unis.

FIDEL CASTRO AURAIT FAIT L'OBJET DE 638 TENTATIVES D'ASSASSINAT

Comme le révélateur criminel des milliers d'archives aujourd'hui déclassifiées, la Central Intelligence Agency (CIA) – créée en 1947 – et le Pentagone se révèlent prêts à tout : campagnes médiatiques de désinformation, financement d'opposants, paramilitarisme économique, infiltration des forces armées, soutien à des groupes paramilitaires contre-révolutionnaires. Les États-Unis ont appuyé activement les coups d'État qui ont emporté la région (au Guatemala en 1954, au Brésil en 1964, au Chili en 1973, en Argentine en 1976, etc.) ou les tentatives d'invasion militaire (à Cuba en 1961, en République dominicaine en 1965...). À lui seul, M. Fidel Castro aurait fait l'objet de 638 tentatives d'assassinat entre 1959 et 2000. Pisce, cigares pélagés, appareils photographiques truqués : l'imagination des services secrets semble sans limites. Les États-Unis se chargent par ailleurs de former des centaines d'officiers latino-américains au sein de l'École des Amériques. Ils engagent agents et matériel (radars, manuels d'interrogatoire) dans l'opération « Condor ». Lancée en 1975, cette dernière constitue une véritable transatlantique des dictateurs du côté sud, destinée à traquer, torturer et éliminer des opposants dans le monde entier (3).

Dans ce domaine, l'action du gouvernement de Richard Nixon (1969-1974) contre le président chilien Salvador Allende représente un cas d'école. Avant même que le dirigeant socialiste prenne ses fonctions, le

(1) José Martí (1853-1893), fondateur du Parti révolutionnaire cubain, est l'un des héros de l'indépendance de l'Amérique latine.

(2) Cité par James D. Cockcroft, *Mexico's Revolution: Then and Now*, Monthly Review Press, New York, 2010.

(3) Cf. Julia Dagnas, *Les Américains Contre-Insurgés et un autre monde propagé le terrorisme sur trois continents*, Le Débat, Paris, 2008.



PETER MARTENSEN. « The Secret » (Le Secret), 2009

Vraies histoires de faux drapeaux

Relativement courantes au XX^e siècle, les « opérations sous faux drapeaux » ou « fausses banderoles » sont menées clandestinement pour en rendre responsable un ennemi. La référence à ce type d'opérations, dont voici quelques exemples, est courante dans les discours conspirationnistes.

– 18 septembre 1931. Les Japonais accusent les Chinois d'un attentat qu'ils ont eux-mêmes perpétré. L'affaire, connue sous le nom d'« incident de Mukden », sert de prétexte à l'invasion de la Mandchourie par l'empire nippon.

– Nuit du 27 au 28 février 1933. Le Parlement allemand, le Reichstag, est incendié. Les nazis, au pouvoir, accusent un jeune militant communiste et profitent de l'événement pour suspendre les libertés individuelles. Ont-ils misé sur l'« incendiaire »? L'ont-ils manipulé? L'ont-ils simplement laissé faire? Des zones d'ombre demeurent, mais leur responsabilité ne semble guère faire de doute.

– 11 septembre 1937. À Paris, le groupe d'extrême droite La Cagoule commet deux attentats contre des locaux de syndicats patronaux, dans l'espoir de faire accuser les communistes. Mais l'enquête met vite au jour le stratagème.

– 1953. Par l'intermédiaire de la Central Intelligence Agency (CIA), les États-Unis et le Royaume-Uni financent et organisent le renversement du premier ministre iranien Mohammad Mossadegh (opération « Ajax »). Ils posent notamment des bombes pour faire accuser les communistes et déstabiliser le pays.

– Juillet 1954. Les services secrets israéliens commettent plusieurs attentats contre des bâtiments britanniques et américains au Caire et à Alexandrie, dans l'espoir de faire accuser les nationalistes égyptiens (opération « Sausannah »).

– 2 au 4 août 1964. Les États-Unis simulent une attaque en mer et en accusent les Nord-Vietnams. Ces « incidents du golfe du Tonkin », orchestrés par le ministre de la défense Robert McNamara, servent de prétexte au déclenchement de la guerre du Vietnam.

« Qui croit à la version officielle ? »

L'association ReOpen911 milite pour la réouverture de l'enquête sur les attentats du 11-Septembre. Le 2 mai dernier, elle tenait son assemblée générale annuelle. Récit d'une journée de doutes.

PAR JULIEN BRYGO *

« **C**ertains parmi vous considèrent que les tours du World Trade Center se sont effondrées à cause de l'incendie causé par l'impact des avions et croient à la version officielle ? » Ce 2 mai 2015, une seule main se lève dans l'amphithéâtre du d'Antagnan, une arborescence de jeunesse parisienne. Quelques soixante-dix personnes y assistent à l'assemblée générale de l'association ReOpen911, qui milite pour la réouverture de l'enquête sur les attentats de 2001. L'homme qui pose cette question, M. Richard Gage, affiche le titre de président de l'organisation américaine Architects & Engineers for 9/11 Truth (Architectes et ingénieurs pour la vérité sur le 11-Septembre). Traînant un dépliant des États-Unis, il insiste : « Je suis venu pour dire la vérité et séparer les faits de la fiction ». Face à un public essentiellement composé d'hommes, il poursuit son exposé introductif : « Combien d'entre vous ont des doutes quant au fait que les tours se sont effondrées à cause de l'incendie causé par l'impact des avions ? » Dix mains se lèvent. La question finale suffira à jauger le degré d'adhésion du public à la thèse aujourd'hui présentée : « Combien d'entre vous sont convaincus que les tours se sont effondrées à cause d'une démolition contrôlée ? »

« Plus qu'un avion, vous n'avez pas ramené vos amis ? », demande M. Gage aux quarante personnes qui ont levé la main. « Surtout parce que vous n'en avez plus depuis que vous leur avez confié remettre en question la version officielle ? » L'explosion de rire dans la salle. La longue démonstration de M. Gage, fort de ses « quatre cents conférences données dans quatre-vingt-quatre villes américaines et dans trente-cinq pays », peut alors commencer. Elle consiste en deux heures de faits et de chiffres au cours duquel le public, conquis, est soumis plusieurs dizaines de fois à la même image : celle de gracieux tombent de manière totalement symétrique, parfaitement droits. Le signe évident, pour notre expert, de ce qu'il appelle une « démolition contrôlée ».

* Journaliste.

« La dernière fois qu'un journaliste m'a interviewé, raconte Arnaud (1), un informationnel au chômage, on m'a demandé ce que je pensais du fait qu'Elvis Presley était sur une île déserte avec Marilyn Monroe. » Peut ce traitement, qui s'occupe du site Internet de l'association, le but de la journée est de faire passer l'idée qu'il y a des doutes et que les tenants de la « version officielle ne disposent pas ces doutes ». Substitut, un réceptionniste en interim qui prend en charge des travaux de traduction et de sous-titrage des films mis en ligne par ReOpen911, précise sa pensée : « Je ne dis pas que ce sont les Américains qui l'ont fait, ou le Mossad, je dis que je ne crois pas à la version officielle. Il y a certainement beaucoup de conspirationnistes dans cette association. Mais on est aussi très nombreux à formuler seulement des doutes sur les incertitudes matérielles du rapport officiel. La plupart des membres sont surtout frappés par l'impossibilité d'un débat public. Regardez Matthew Kavanagh, Marion Caillard (2)... Le 11-Septembre est un drame. »

UNE PASSION COMMUNE POUR LES DÉMOLITIONS D'IMMEUBLES CONTRÔLÉES

Asses vite, Sébastien évoque Alain Serfat, « l'élève idéal à qui on nous compare souvent et qui nous a tout vus en regardant à la fin le mot "oui" » (3). D'autres s'indignent des derniers propos de Caroline Fourest, de Pierre-André Taguieff ou de Gérard Beumer, considérés comme leurs principaux détracteurs en France, ou encore du dernier livre de Philippe Val, ancien directeur de *Charlie Hebdo* et de France Inter, selon eux l'un des personnages publics les plus opposés à la remise en cause du « drame ».

Si les membres de ReOpen911 ont chacun leur explication du phénomène, ils partagent une passion : se passer en boucle les images de ces immeubles qui tombent verticalement – mais qui, selon eux, n'auraient pas dû s'effondrer ainsi. Pour appuyer cette thèse, le grand prêtre du 11-Septembre consigne tout à tour les pompiers et leurs réactions à chaud, les passants et leurs commentaires en direct, les comparaisons avec d'autres immeubles démolis et des spécialistes du monde entier expliquant que de la thermite, un puissant explosif, a été retrouvé dans les débris. Avec un système de dix critères – depuis la « destruction soudaine ou sévère d'impact des avions » jusqu'à la « présence de fer fondu et de micrographes de fer » en passant par les « éjections latérales de poutres d'acier sur une quatre-vingt mètres à quatre-vingt-cinq kilomètres-heure », le conférencier explique, pointeur laser en main, qu'« aucun avion n'est capable de faire choir cent mille tonnes d'acier structurel ». Et quand bien même on n'y

connait rien, le choc des images suffit à graver au fond de chaque esprit la certitude selon laquelle « la vérité nous est cachée ».

Il faut dire que l'histoire plaide parfois pour les partisans de la théorie du complot. Arnaud, qui se classe volontiers « à gauche », invoque l'histoire progressiste américaine Howard Zinn et son travail – aujourd'hui recensé par tous – de déconstruction de la guerre du Vietnam, dont « l'attaque sous faux drapeaux d'un navire américain au large de Tonkin » est une attaque sur le destroyer américain USS Maddox, en 1964, avait servi de prétexte au déclenchement de la guerre du Vietnam. Or, elle ne fut pas menée par des torpilleurs nord-vietnams, mais simulée par les États-Unis. Le président de ReOpen911 en France, un jeune homme qui se fait appeler Léo, cite quant à lui « les policiers envoyés dans les manifestations pour provoquer une bagarre et leur permission de confier des manifestants. Si ce n'est pas du complot, ça ? ».

Dans l'amphithéâtre, M. Gage tient à revenir aux « faits ». Gros plans des débris, décoloration des poutres d'acier, analyse des poussières, reVISIONNAGE de la symétrie des chutes, « Il n'y a pas que ça, tant à tempérer Sébastien, un peu déçu par la conférence. C'est dommage qu'on se soit concentré uniquement sur ces trois tours, alors qu'il y a tant à côté : les débris d'initiales des détracteurs d'actions, les relations entre les familles Bush et Ben Laden, l'attentat contre le Pentagone... »

Dans le public, si ces observations technico-architecturales semblent passionnées, c'est surtout la suite qui scelle la croyance d'une autoproclamation américaine : « Les guerres qui s'en sont ensuivies ont coûté 2000 à 3 000 milliards de dollars, et les médias, qui refusent de revenir le dossier, ont été dérivés par des industriels de l'armement, des banques, des assurances et du pétrole, secteurs qui ont largement profité du 11-Septembre », entend-on au pupitre. « Quatre-vingt-dix pour cent des médias sont possédés par six corporations. Les médias ont un programme, un plan qui ne correspond pas à tout ce que nous voyons ! Nous devons devenir les médias », lance M. Gage sous les acclamations, avant de demander au public de « donner ses euros » en faisant circuler une boîte dans la salle. Objectif : recueillir plusieurs centaines de milliers de dollars pour financer une « enquête indépendante sur l'effondrement de la tour 7 du World Trade Center (4) ».

(1) Les personnes rencontrées ont souhaité garder l'anonymat.

(2) Les deux auteurs français, qui ont décliné lors d'interviews à la télévision française de soutenir la version officielle, ont fait l'objet de vives critiques.

(3) Les *Enquêteurs*, 151 « entretiens et dialogues de l'extrême droite », Le Monde diplomatique, octobre 2013.

(4) La tour 7 du World Trade Center a été la seule de la chute des tours jumelles. Elle s'est effondrée quelques heures plus tard.

la main noire de Washington

3 novembre 1970, la CIA, l'ambassade des États-Unis et le secrétaire d'État Henry Kissinger organisent un vaste réseau d'opérations clandestines pour le faire chuter. Dès le mois d'octobre, la CIA se met en contact avec des militaires putschistes, dont le général Roberto Viaux. Parallèlement, des mesures de boycott économique international et de sabotage (dont le financement de la grève des camionneurs en octobre 1972) permettent de faire « mûrir » la situation. Enfin, les dirigeants les plus conservateurs de la Démocratie chrétienne et de la droite chilienne bénéficient d'un généreux soutien, tout comme la presse d'opposition. D'après un rapport du Sénat des États-Unis, « la CIA a dépensé 1,5 million de dollars pour financer El Mercurio, principal journal du pays et canal important de propagande contre Allende » (4). Son propriétaire à l'époque comme aujourd'hui, M. Agustín Edwards, figure au nombre des anciens collaborateurs de la CIA.

Avec la fin des guerres civiles en Amérique centrale et les transitions démocratiques dans le Sud, les États-Unis changent leur feuille d'épave. Dans les années 1990, la protection du « consensus de Washington » (5)

et l'essor de démocraties néolibérales dans la région leur permettent d'asseoir leur hégémonie par la diffusion du marché. En 1994, le président William Clinton propose la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). « Notre objectif est de garantir aux entreprises des États-Unis le contrôle d'un territoire qui va du pôle Nord à l'équateur » (6), expose quelques années plus tard le secrétaire d'État Colin Powell. Mais Washington n'avait pas compté avec le rejet populaire de ces politiques, ni avec l'événement de gouvernements progressistes dans la région. En 2005, le projet de ZLEA est repoussé. L'intégration des pays de la région s'intensifie, au détriment des États-Unis, sous l'égide de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) en 2008, puis de la Communauté d'États latino-américains et caribbes (Céleac) en 2010.

M. Barack Obama n'a pas rompu avec certains fondamentalismes. Les néoconservateurs de « stratégie de sécurité nationale » rédigés en 2001, puis en 2015, soulignent que l'Amérique latine demeure une priorité pour les États-Unis, en particulier en matière d'approvisionnement énergétique – d'où l'obsession de Washington pour le Venezuela – et de contrôle militaire continental. Depuis 2008, de nouvelles bases (sous la direction du commandement sud de l'armée des États-Unis) et des systèmes de surveillance électronique ont été inaugurés, notamment grâce à l'indéfectible allié colombien. Les experts du Pentagone pensent toujours la région selon les préceptes établis par Nicholas Spykman en 1942 (7) : d'une part, une zone d'influence directe intégrant le Mexique, la mer Caraïbe et l'Amérique centrale ; de l'autre, les grands États de l'Amérique du Sud (en particulier le Brésil, le Chili et l'Argentine), dont il convient d'empêcher l'union. Pour ce faire, la promotion d'accords de libre-échange est considérée comme finalement plus efficace que des formes plus directes d'interventionnisme (lire l'article page 12). Le récent rapprochement entre Washington et La Havane, qui vise à briser l'isolement croissant des États-Unis dans la région tout en leur ouvrant un nouveau marché, s'inscrit également dans cette perspective. Face à une Amérique multipolaire, toujours plus tournée vers l'Asie et agitée par de nombreux mouvements de résistance sociale, les États-Unis usent de la diplomatie pour garder la main.

Ainsi, la lutte contre les gouvernements latino-américains considérés au nord comme populistes repose désormais principalement sur le pouvoir d'influence, le *soft power* : « travail » des opinions publiques par le biais des médias privés, mais aussi

développement d'un réseau d'organisations non gouvernementales et de fondations qui reçoivent plusieurs dizaines de millions de dollars par an pour « soutenir la démocratie » en s'inspirant du modèle des « révolutions de couleur » d'Europe de l'Est. Le 12 mars dernier, M. Diosdado Cabello, président de l'Assemblée nationale du Venezuela, dénonçait le rôle de M^{me} Miriam Korbolt, directrice pour l'Amérique latine de la National Endowment for Democracy (NED), dans le financement de l'opposition, ainsi que son soutien à des syndicats et à associations antichrétiennes.

DÉLAISSANT LES COUPS D'ÉTAT MILITAIRES, LES ÉTATS-UNIS OPTENT POUR DES « PUTSCHS INSTITUTIONNELS »

Rodriguez boliviennes ? Voir, le 31 mars 1997, *The New York Times* rapportait que la NED avait été pensée pour « mener à bien publiquement ce que la CIA avait accompli discrètement durant des décennies ». Et les documents rendus publics par WikiLeaks démontrent que les États-Unis financent l'opposition vénézuélienne depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez, en 1998 (8). En 2013, le président équatorien Rafael Correa a pour sa part gelé toute activité de coopération avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid), tandis que son homologue bolivien Evo Morales expulsait cette organisation « indépendante », considérant qu'elle « conspirait » contre lui.

Le département d'État n'a pas pour autant abandonné ses bonnes vieilles méthodes, comme en atteste notamment le coup d'État contre Chávez en avril 2002. Au Honduras (2009), puis au Paraguay (2012), des « putschs institutionnels » ont eu lieu dans des oligarchies locales, puis de Washington (9). La méthode consiste à destituer des dirigeants démocratiquement élus, mais jugés trop réformistes, avec l'aval d'une partie des parlements nationaux. Complet ou art du rapport de forces ? La différence peut s'avérer ténue...

FRANCK GAUCHAUD

(4) « Civil Action in Chile, 1963-1973 », Rapport Church, Sénat des États-Unis, Washington, DC, 1975.

(5) Les Mises à jour, « Actes de l'« consensus de Washington » », *Le Monde diplomatique*, mars 2005.

(6) « Les bases de l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques) », *Alternatives Sud*, vol. 10, n° 3, Centre international d'études, Louvain-la-Neuve (Belgique), 2005.

(7) Nicholas Spykman, *America's Strategy in World Politics*, *The United States and the Balance of Power* (Harvard), New York, 1942.

(8) John Johnson, « What the Wikileaks cables say about Leopoldo López », *Center for Economic and Policy Research*, Washington, DC, 21 février 2014.

(9) Cf. Maurice Lemoine, *Les Églises catholiques du général Pinochet*, Desclée, Paris, 2015.



PETER MARTENSEN. - « The Spot Test » (La Test tache), 2007

Une obsession dans le monde arabe

Les théories du complot reviennent aussi en force dans le monde arabe. Elles permettent aux populations et aux gouvernants d'étudier leurs propres responsabilités dans certains événements.

PAR AKRAM BELKAÏD *

NOVEMBRE 2012. Le quotidien égyptien privé, *Al-Masri Al-Yom* publie un article affirmant que M^{me} Tzipi Livni, ancienne ministre des affaires étrangères d'Israël, aurait reconnu dans les colonnes du journal britannique *The Times* s'être livrée à des actes sexuels avec plusieurs personnalités arabes alors qu'elle était agente du Mossad. Un commerce charnel destiné « à les impliquer dans des scandales sexuels, à les faire chuter et à leur soustraire des informations secrètes et des concessions politiques en faveur d'Israël » (1).

Immédiatement relayée par les réseaux sociaux et par différents médias, notamment télévisuels, la nouvelle enfamme le monde arabe. De Rabat à Mascate en passant par Le Caire, bien des éditorialistes y voient une nouvelle preuve du complot permanent de l'État hébreu contre ses voisins. Pourtant, *Al-Masri Al-Yom* fait très vite machine arrière et publie ses excuses à ses lecteurs : M^{me} Livni n'a jamais fait de telles déclarations, ni dans *The Times* ni ailleurs. « Mais c'était trop tard. L'information s'est propagée à la vitesse de l'éclair. Tous nos démentis n'ont servi à rien. Aujourd'hui encore, de nombreuses personnes sont persuadées que Tzipi Livni a eu des relations sexuelles avec des dirigeants arabes, notamment palestiniens, afin de les amener à lui dévoiler des secrets ou d'obtenir des avantages diplomatiques pour Israël », constate un ancien journaliste du quotidien. Une rapide vérification le confirme : des sites internet, des forums et même des journaux continuent de répandre cette fautive allégation, sans mentionner les démentis d'*Al-Masri Al-Yom*.

Dès ce mois de novembre 2012, le journaliste et poète druze israélien Salman Masalha a pourtant lancé les grandes plaintes qui se sont laissées piéger par le fameux article et n'ont pas réfléchi aux causes de leur crédibilité. Son appel à la raison n'a pas eu grand effet, tant l'idée de complot est consensuelle dans le monde arabe. Certes, il arrive souvent que la *moamara* – terme désignant un complot ou une conspiration – apparaisse d'emblée comme fantaisiste et se retrouve ainsi classée dans la rubrique des informations insolites. Ce fut le cas en 2010, quand M. Mohamed Abdel Fattah Shousha, alors gouverneur de la région sud du Sinaï, a évoqué la piste de requêtes faites diversés dans la mer Rouge par le Mossad afin qu'ils attaquent les

plongeurs dans la station balnéaire de Charm El-Cheikh et nuisent au tourisme égyptien (2).

Mais la théorie du complot surgit aussi pour expliquer des événements majeurs. Les attentats du 11-Septembre demeurent largement considérés, dans tous les milieux sociaux, comme une soignée machination dans laquelle Israël tiendrait le premier rôle. Les recherches arabes de 2011, avec leurs conséquences en matière d'instabilité et de multiplication des conflits, sont elles aussi revues à l'aune des agissements invisibles des grandes puissances occidentales. Passé l'éphémère des premiers temps, notamment après la démission forcée du président égyptien Hosni Moubarak, les explications conspirationnistes se sont vite répandues à tous les niveaux de la société. En Algérie comme au Maroc ou dans les monarchies du Golfe, il n'est pas rare d'entendre ou même de lire que la Central Intelligence Agency (CIA), les services secrets français et le Mossad ont poussé les peuples arabes à se révolter afin de semer le chaos et de renforcer l'influence d'Israël (4).

« LES SERVICES SECRETS INFLUENT SUR L'OPINION PUBLIQUE PAR LA DIFFUSION DE RUMEURS »

Cette grille de lecture s'applique aussi à la situation syrienne. Malgré la violence qu'il exerce contre son peuple, M. Bachar Al-Assad et son régime sont présentés comme les victimes d'un plan savamment concocté à Washington pour affaiblir l'un des rivaux régionaux de l'État hébreu (5). L'Égypte du président Abdel Fattah Al-Sissi n'échappe pas à ce type d'analyse. Si les autorités ont plutôt tendance à éluder le sujet, leurs relais dans de nombreuses émissions de télévision ne se privent pas d'affirmer que les manifestations monstres de 2011 contre l'ex-président Moubarak relevaient d'un complot ourdi par les États-Unis et Israël – une variante ajoute le Qatar à la liste des conjurés – afin de porter les Frères musulmans au pouvoir et de saper la grandeur de l'Égypte. « La théorie du complot dans le monde arabe, c'est d'abord la peine à l'irrationnel, relève un diplomate jordannien en poste à Genève. Sa force est qu'elle peut avancer tout et son contraire sans qu'on puisse la remettre en question puisque les arguments les plus rationnels sont balayés d'un revers de main. On est plongé dans un univers fantasmagorique où la logique élémentaire n'a plus cours. »

Désireux de masquer leurs carences et de désqualifier leurs ennemis, les dirigeants politiques arabes portent une grande responsabilité dans la diffusion et la persistance de théories de ce genre. Au Maroc, le voisin algérien se voit accusé de tous les maux en raison de sa position dans le conflit du Sahara occidental. A la fin des années 1990, des journaux proches du pouvoir et des services de sécurité ont par exemple soupçonné Alger de faire pression sur les grandes compagnies occidentales afin qu'elles renonceraient à chercher du pétrole dans le sous-sol du royaume – ce qui expliquerait pourquoi le Maroc n'exploite toujours pas d'hydrocarbures.

En Algérie, le complot est presque systématiquement lié à la France, ancienne puissance coloniale qui continuerait à tirer les ficelles, notamment en favorisant telle ou telle faction du pouvoir. Beaucoup d'Algériens, y compris ceux nés plusieurs décennies après l'indépendance, pensent que le deuxième bureau – expression qui a longtemps désigné les services secrets français (1871-1940) – décide toujours du sort de leur pays. L'idée que Paris contrôle les dirigeants algériens se retrouve dans tout le spectre politique : les islamistes comme les nationalistes du Front de libération nationale (FLN) ne cessent de dénoncer l'existence du *châh français*, le « parti de la France ».

Au-delà des spécificités nationales, le succès des théories du complot s'explique par le rôle essentiel des *moammarat*, ou « services secrets », dans le monde arabe. « Les services de sécurité influent sur l'opinion publique par la diffusion continue de rumeurs », explique un analyste du Centre des études politiques et stratégiques d'Al-Ahram au Caire. « Ces rumeurs confèrent une certaine manière de voir le monde et renforcent tout ce qui plâit pour l'existence de complots. C'est une constante arabe. En ce moment, il suffit de faire dire dans les cafés et dans la rue que les jeunes militaires démocrates touchent de l'argent de l'Occident pour accéder à l'idée que leurs revendications s'inscrivent dans un complot contre la souveraineté de l'Égypte. »

De l'aveu d'un spécialiste algérien du renseignement, les rumeurs ont toujours été des « exercices » organisés par la Sécurité militaire afin de tester la crédibilité des foules et de renforcer l'idée d'une persistance de menaces antialgériennes. « Plus le temps passe et plus je suis sûr et assuré par la récurrence des théories du complot et par le succès qu'elles rencontrent dans nos pays », avoue de son côté le sociologue algérien Nacer Jâbi. Il y voit la propension de certains de ses concitoyens à chercher des justifications plus ou moins rationnelles à l'insuccèsable : « Un attentat survenu, on le relativise, on cherche des explications dilatoires, on trouve des excuses à tel ou tel acte de violence. » Pour cet universitaire qui dépeint aussi la voracité à l'égard des dictateurs arabes déchu, soadairement transformés en bienfaiteurs regrettés, cette inclination au complottisme s'explique par « l'abandon ou l'insouciance d'une conscience de citoyen, par le refus du débat contradictoire et par le rejet de sa propre responsabilité. C'est toujours l'autre qui est coupable ». Cela d'autant que l'histoire du monde arabo-musulman n'est pas exempte de vrais complots, telle l'opération « Sannakh », en 1954 (lire page 18 « Vraies histoires de faux drapés »).

(Lire la suite page 20)

(1) Publié en ligne le 2 novembre 2012, et dans l'édition papier le lendemain, l'article a depuis été retiré du site internet du quotidien.

(2) Salman Masalha, « Pourquoi les Arabes préfèrent-ils le mensonge à la vérité ? » (en arabe), *Alghayour*, 26 novembre 2012.

(3) Volodja Kroll, « Mark attacks an Israeli Mossad spy Israel », *BBC News*, Londres, 7 décembre 2010.

(4) « Le document secret qui prouve que le "jeune arabe" a été piégé par les États-Unis », *Algerpostmagazine.com*, 13 juin 2014.

(5) « La Syrie, c'est une partie intégrale de notre vie l'islam et la chrétienté », *Tamara*, août 2011, 22 juin 2011.

Dix principes de la mécanique

Bien que visant des cibles très diverses, les discours conspirationnistes présentent une grande constance. Ils résultent d'une mécanique intellectuelle dont il est possible de dégager les principaux fondements.

PAR BENOÎT BRÉVILLE

1. NE JAMAIS PARLER DE COMLOT

« Dans cette Révolution française, tout, jusqu'à ses faits les plus épouvantables, tout a été prévu, médité, combiné, résolu, statué; tout a été (...) mené par des hommes qui avaient tenu le fil des conspirations longtemps ourdies dans les sociétés secrètes, et qui ont su choisir et lier les moments propices au complot. » A la fin du XVIII^e siècle, quand l'abbé Augustin de Barruel écrit ces lignes, ceux qui voient des complots partout avancent à visage découvert. Ils parlent de conspiration, de société secrète, de complot. Aujourd'hui, le vocabulaire a changé. « Je crois que ce mot-là [complot] n'est jamais employé dans mon livre. En fait, moi, je parle de "projet de domination", de "réseau de domination", explique Alain Soral le 23 mars 2011 sur RFI. Comme ses amis Dieudonné et Thierry Meyssan – deux autres fers de lance du conspirationnisme français –, il prétend surtout qu'il se méfie des « versions officielles » et qu'il propose des « informations alternatives ». Le site Stop mensonges a pour devise « La vérité nous libère ! »; pour Wikistrike, « Rien, ni personne, n'est supérieur à la vérité ». Quant au très catholique Médias-Presses-Info, il se présente comme « un média original qui vise la vulgarisation de l'information d'une manière délibérément objective, libre et sans concession ». Qui oserait le lui reprocher ?

2. SE REVENDIQUER D'UNE AVANT-GARDE

« Dissimule tout net: je ne crois pas à la version officielle que les médias nous présentent en boucle ad nauseam », s'empare d'un contributeur de Médias-Presses-Info (1). Ce doute permanent procure l'impression agréable d'appartenir à une avant-garde éclairée, de compter parmi ceux à qui on ne la fait pas. « Admettre que quelque chose ne se passe dans la tête officielle, comprendre la façon dont évidemment elle a été fabriquée, c'est un travail sur [son] que beaucoup de gens ne sont pas capables de faire, que la majorité n'est pas capable de faire », explique, assez satisfait de lui, l'acteur Mathieu Kassovitz dans une vidéo postée sur Internet à l'occasion du dixième anniversaire du 11-Septembre. Ce sentiment de supériorité se retrouve chez l'administrateur du site Stop mensonges, un « Français installé aux États-Unis »: « Depuis que j'ai accès à la langue anglaise, je ne cesse de découvrir des infos sur le Net qui m'intrigent jusqu'à l'inaudible en français. Ces infos sont pour la plupart "incompréhensibles", difficiles d'accès pour nos cervelles conditionnées depuis la naissance par les médias officiels, l'éducation traditionnelle. » Ce plaisir de faire partie des initiés, cette conviction de disposer d'informations réservées à un petit nombre, de s'écarter du troupeau, contribue à l'arnac des théories du complot.

3. S'APPUYER SUR LA SCIENCE ET LA RAISON

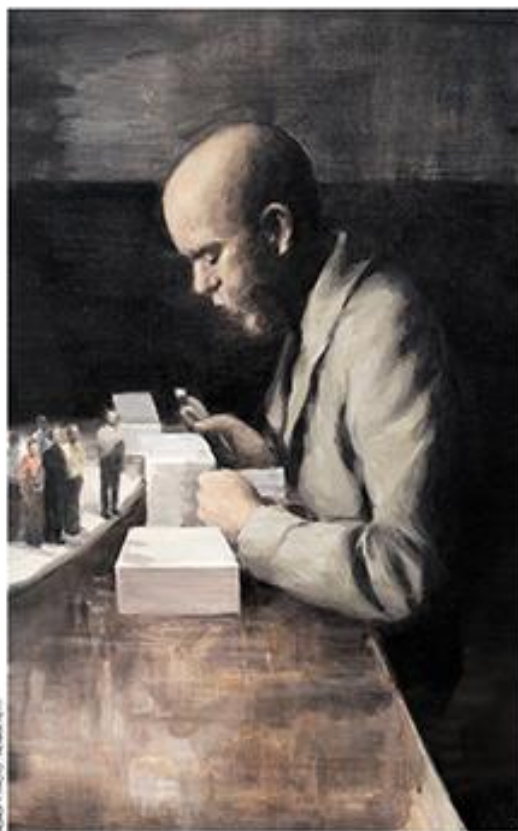
Le pouvoir de séduction de ces théories réside également dans leur apparence scientifique et rationnelle. Les textes conspirationnistes regorgent de notes de bas de page, de liens hypertextuels, de graphiques qui leur confèrent une forme pseudo-universitaire. L'article consacré à « l'effondrement magique de la tour WTC 7 » sur le site de RuP0rt11 constitue un modèle du genre. Des plans en trois dimensions, des photographies aériennes, des vidéos austères et techniques (dont l'une date plus de deux heures), une étude d'un « co-chercheur du CNRS en géologie-géophysique et spécialiste des ondes acoustiques » ou encore un « document de synthèse produit

par des architectes et ingénieurs » viennent démontrer que la chute de l'immeuble est due à une opération de démolition programmée. Derrière ce masque savant se cache en fait un circuit d'informations fermé, où des sites complottistes renvoient à d'autres sites complottistes, puis à des livres publiés par des maisons d'édition complottistes (comme Demisilane en France) et à des travaux de « chercheurs » marginalisés et controversés dans le milieu universitaire. Ce fonctionnement est patent sur le site du Réseau Voltaire, où Meyssan se cite à longueur d'articles.

4. INTERROGER: À QUI PROFITE LE CRIME ?

« Qui a réellement commis cette attaque ? », interroge le site de Dieudonné. Quel est l'us, au sujet des attentats de Charlie Hebdo. « Qui l'a commandité ? À qui profite le crime ? (2) » En permettant de désigner un responsable pour chaque événement, cette dernière question est à la source de toutes les théories du complot.

La cote de popularité de M. François Hollande a connu une forte hausse après les tueries des 7, 8 et 9 janvier 2015 à Paris ? Il n'en faut pas plus à Médias-Presses-Info pour attribuer immédiatement la paternité de l'événement au président français: « Cet attentat a-t-il été manipulé par des services secrets ? interroge une contributeur. Il existe, certes, divers éléments troublants (...). Hollande a-t-il tiré à son profit [sic] avec une promptitude remarquable l'effet de cet attentat par lequel, sans rien



PETER MARTENSEN. - The Gripper - (4 - Collaboration), 2008

avoir amélioré de la situation économique ou sociale de la France, il a enregistré un bond prodigieux dans les sondages... Pour la question "À qui profite le crime ?", c'est à répondre (3). Selon Meyssan, l'attentat bénéficie plutôt à Washington, qui mise sur la progression du racisme antisémite pour mettre en œuvre son plan de démolition du Proche-Orient. « Les commanditaires des attentats contre Charlie Hebdo n'ont pas cherché à satisfaire des djihadistes ou des salafites, mais des néo-conservateurs ou des financiers libéraux », affirme-t-il dès le 7 janvier 2015. Et Quel est l'us d'un ancien général russe selon laquelle « l'attaque terroriste menée en France est l'œuvre de mercenaires, recrutés par les États-Unis et Israël, dont l'objectif est de détruire l'image de l'Islam (4) ».

En fait, si la question « À qui profite le crime ? » peut être utile pour déblayer certains événements, elle ne permet jamais d'en désigner à coup sûr les responsables. L'assassinat du président français Sadi Carnot en 1894 a permis à Jean Casimir-Perier d'accéder à l'Élysée. Celui-ci a-t-il pour autant ordonné le geste de l'anarchiste italien Sante Geronzi Caserio ? La première guerre mondiale a rendu possible la révolution bolchévique; faut-il en déduire qu'un communiste a commis l'attentat de Sarajevo ?

5. RECHERCHER LES « DÉTAILS TROUBLANTS »

Une fois le coupable désigné, les adeptes de la théorie du complot traquent tous les « détails troublants » et « anomalies » permettant de contester la version officielle et de bâtir une machine à convaincre concurrente. Si certains arguments nécessitent la mobilisation de connaissances pointues pour être contradictoires (concernant l'effondrement des tours du World Trade Center, par exemple), d'autres paraissent d'emblée plus suggestifs. « Des membres ou des sympathisants des Frères musulmans, d'Al-Qaïda ou de Daech ne se seraient pas contentés de tuer des journalistes et d'habiller les avions d'abord dérivés des archives du journal sous leurs yeux », assène ainsi Meyssan pour appuyer l'idée que la mission des frères Kouachi « n'a pas de lien avec l'islamisme salafite ».

L'essentiel réside moins dans la solidité des arguments que dans leur nombre. Quelques mois après les tueries de Toulouse et de Montauban, perpétrées en mars 2012, Hicham Hamza inventoriait sur Oumma.com « les 72 anomalies de l'affaire Mohamed Merah » (5): « Comment Mohamed Merah s'est-il procuré un gilet pare-balles de la police, de taille dite "pondérante" et adapté à sa fine silhouette ? »; « Pourquoi Merah aurait-il voulu tuer un militaire qu'il appréciait ? »; « Qui a transmis la photo du cadavre de Merah au magazine Entree 7 ? », etc. Prise indépendamment, chaque question appelle une réponse simple; mais l'effet d'accumulation sème le doute.

6. REFUSER LE HASARD

Afin d'amoindrir le plus de détails troublants possibles, il faut considérer que le hasard n'existe pas, que chaque fait est significatif. La concomitance de deux événements est donc toujours interprétée en termes de causalité. C'est ainsi que le suicide, le 8 janvier 2015, du numéro deux de la police limousine, tout juste chargé d'une mission dans le cadre de l'attentat à Charlie Hebdo, est devenu un « indice troublant ».

Les conspirationnistes sont également des sémiologues hors pair. Si un triangle figure sur un billet de banque ou sur un paquet de cigarets, ils y voient parfois la trace des francs-maçons. Le principe est ancien: quelques années après la Révolution française, c'était déjà aux francs-maçons que l'abbé Barruel attribuait la forme triangulaire de la lame de la guillotine. Et il fonctionnait également avec l'étoile juive. M. Louis Farrakhan, le dirigeant de l'organisation américaine Nation of Islam, explique ainsi que les trize étoiles présentes sur les billets verts forment, si on les relie entre elles, les contours de l'étoile de David. Ce petit jeu consistant à rechercher la signature de l'assassin, fortement lancée sur les lieux du crime, connaît aussi une variante numérologique. Selon un article de Wikistrike, les attaques contre le World Trade Center sont intervenues le 11 septembre, c'est-à-dire 9.11, ou 911 (6), comme le numéro de téléphone de la police aux États-Unis; celles contre Charlie Hebdo ont eu lieu le 7 janvier, soit le 1.7, ou 17, comme le numéro de la police française. Encore un « détail troublant »...

7. S'APPUYER SUR L'HISTOIRE

L'histoire est bien souvent utilisée à l'appui des théories du complot et sert à comparer des événements très disparates. Les opérations sous faux drapeau, nombreuses dans l'histoire, sont mécaniquement brandies pour prouver la culpabilité des services secrets français, américains ou israéliens dans les actions terroristes actuelles. « N'oublions pas les précédents historiques », avertit Meyssan au sujet des attaques contre Charlie Hebdo, avant de souligner « qu'en cours des dernières années nous avons vu les services secrets états-unis ou de l'Otan: tester en France les effets dévastateurs de certaines drogues sur des populations civiles; soutenir l'OAS pour tenter d'assassiner le général de Gaulle; procéder à des attentats sous faux drapeaux contre des civils dans plusieurs États membres de l'Otan ».

L'affaire des tests de drogue renvoie à des événements de l'été 1951, quand des dizaines d'habitants de Pont-Saint-Esprit, un petit village de

Une obsession dans le monde arabe

(Suite de la page 19.)

Dans un monde arabe qui peine à s'imposer comme acteur de premier plan sur la scène internationale, la théorie du complot permet de rejeter la faute sur des tiers, surtout s'ils sont occidentaux, et d'éviter une autocritique dont les régimes ne veulent pas. Les différentes explications quant à l'émergence de l'Organisation de l'État islamique s'illustrent parfaitement. « Il est tellement plus facile de dire que Daech a été créé par les impérialistes que de réfléchir à nos propres déviances. Cela nous évite de nous interroger sur nos fonctions et sur les horreurs commises au nom de la religion », juge M. Amet Murad, un jeune enseignant irakien.

La perméabilité du monde arabe aux théories du complot trouverait aussi son origine dans les premiers temps de l'Islam. Comme le souligne Mohamed Ourya, docteurant à l'université de Sherbrooke (Canada), le monde musulman est imprégné de l'idée que « les Aïm [de Médine] ont comploté contre Mahomet » et essayé à empêcher l'essor de l'Islam (6). Loin d'être considérées comme une simple péripétie des débats de l'Islam, les relations difficiles, parfois violentes, entre les premiers croyants et les tribus juives d'Arabie sont perpétuellement commentées et font l'objet de multiples écrits et extrapolations, donnant des siècles d'une cohé-

rence qui fut souvent plus pacifique qu'en Occident. Pour Ourya, cette obsession historique se traduit par une tendance à expliquer tout événement majeur par une conspiration s'inscrivant dans une longue suite d'attaques contre l'Islam.

L'universitaire rappelle ainsi que, de tout temps, des théologiens musulmans ont insisté sur le rôle joué en 656 par un certain Abdullah Ibn Saba, un Juif converti à l'Islam, dans un complot contre le pouvoir d'Othman, le troisième calife à avoir succédé au prophète. Cette conspiration (notée par les chrétiens) a mené à la fin – ou « grande discord » – dont les conséquences politiques et théologiques influencent encore le monde musulman. C'est pourquoi, en Arabie saoudite comme dans d'autres pays à dominante sunnite, on entend fréquemment des prédicateurs affirmer avec virulence que la naissance du chiisme, la seconde branche de l'Islam, justament due aux querelles de succession du prophète, est un « complot juif ». De quoi se persuader que toute démarche visant à amoindrir l'impact des théories conspirationnistes dans le monde arabe implique une relecture attentive et rationnelle de l'histoire du monde musulman et de l'Islam.

AKHAB BELKAD.

(6) Mohamed Ourya, « Le complot dans l'imaginaire arabo-musulman », mémoire de maîtrise en science politique, Université de Québec à Montréal (UQAM), février 2008.

(1) Louis Luchetta, « Charlie Hebdo: pourquoi les vraies questions », Médias-Presses-Info, 10 janvier 2015.

(2) « Terrorisme non-professionnel ou laïc ? », Quenelles.com, 8 janvier 2015.

(3) Émile Dehaene, « Je ne suis pas Charlie », manifestation organisée en Belgique, Médias-Presses-Info, 19 janvier 2015.

(4) « Pour le général français, l'attentat à Charlie Hebdo est l'œuvre de mensonges », Quenelles.com, 8 janvier 2015.

(5) Hicham Hamza, « Les 72 anomalies de l'affaire Mohamed Merah », Oumma.com, 25 juillet 2012.

(6) En anglais, l'écrit des Aïm est en chiffres romains de mettre le mot avant le jour.

Aux frontières du réel

De Balzac à Dan Brown, de « James Bond » à « Matrix », entre intrigues politiques et quêtes métaphysiques, au fil des soubresauts du monde, que serait la fiction sans la quête d'une vérité cachée ?

PAR EVELYNE PIERRE

« **L**ETTES HISTOIRES : Histoire officielle, mensonge, puis l'histoire secrète, où sont les véritables causes des événements. » Honoré de Balzac, qui signe dans *Illusions perdues* (1837-1843) cette maxime appelée à devenir célèbre, en est convaincu. D'ailleurs, il fonde une association, Le Cheval rouge, destinée à organiser dans l'ombre l'ascension de ses amis et de lui-même aux postes-clés du monde littéraire. Et il le démontre dans ses romans : non seulement ceux qui tournent explicitement autour de complots (*Une si étrange affaire*, *Histoire des Treize*), mais aussi ceux qui décrivent avec précision le fonctionnement d'un milieu social.

L'admirable *Illusions perdues* met ainsi en scène l'échec d'un jeune homme de lettres ambitieux, prêt à tous les renoncements pour devenir riche et célèbre. C'est dès s'il s'agit bien, comme le dit Balzac, d'une « Histoire pleine de vérité ». Le joli Lucien est saisi en extase par un mystérieux abbé, qui lui promet, tel Mithras, la réalisation de ses rêves. Charles Henri, plus connu sous le nom de Vautrin, est un ancien bagnard, détenteur de tant de secrets et d'accointances qu'il est capable de manipuler les rois de la finance, de la presse, en bref, du pouvoir. Il fera d'ailleurs chef de la séide. Cette intrigue remonte à la fabuleuse histoire d'Enguerrand François Vidocq (1775-1857), forcé de venir de la police judiciaire. Lui-même n'est qu'une simple anecdote stupéfiante, c'est là tout un symbole. Car c'est quasiment tout le siècle qui est conduit à questionner les origines de l'obtention du pouvoir et à soupçonner la mise en jeu de ressorts cachés.

Tout commence avec la sidération suscitée par la Révolution française, qui fracasse l'ordre du monde et ouvre des possibilités jusqu'alors bien peu envisagées. Mais ce qui suit est également perturbant : l'héritage de la Révolution liquidé, les espérances des Trois Glorieuses (1830) et de la République de 1848 trahies. Au fil du siècle, la volonté du peuple, ou des couches moyennes qui peuvent peu ou prou le représenter, est régulièrement confisquée. Alors, qui fait l'histoire, et la politique ? L'imaginaire collectif va transcrire cette inégalité dans une forme jusqu'alors presque peu sous-employée, le roman (1), en investissant plus particulièrement son versant populaire : c'est-à-dire celui qui se destine à un large public, ne recourt pas aux codes de la littérature « noble », est souvent publié dans la presse en feuilleton. Et donner son explication : ce qui infléchit si étonnamment le cours des événements, ce sont les comploteurs qui agissent dans l'ombre. Comme... les francs-maçons, répétés fois à la Révolution.

L'un des « comploteurs » les plus contagieux est Alexandre Dumas. Avec, entre autres, le cycle *Mémoires d'un médecin* (1846-1852), il s'attaque

à la figure de Joseph Balsano, comte de Caplontro, chef de la société des invisibles, doté de pouvoirs quasi surnaturels, qui s'emploie à renverser la monarchie : « Comme Dieu, je serai patient. Je porte mon sort, le siècle, celui du monde dans le creux de cette main. » George Sand (*Le Comte de Rudolstadt*, 1843), Eugène Sue (*Le Affreux*, 1844-1845), qui déroute un « complot juive », Paul Féval ou encore Pierre Alexis Ponson du Terrail manifesteront le même penchant. Peu importe la tendance politique des auteurs : royalistes ou républicains, la compréhension de l'histoire récente passe par le recours à des acteurs clandestins, souvent hommes d'exception à la tête de sectes — ce qui se retrouve d'ailleurs « en vogue » dans le projet sans-simonien de réorganisation de la société sous la direction d'une élite industrielle et religieuse. Car, en réalité, les conspirations et associations secrètes existent bel et bien, ne serai-ce que, dans les années 1820, le carbonarisme, voué à la libération et à l'unification de l'Italie, ou sa cousinne française, le charbonnisme, qui, à la même période, cherche à renverser la Restauration — ce qu'évoquera l'insupportable Damas dans *Les Mémoires de Paris* (1854-1855). Mais dans la cristallisation de cet imaginaire collectif joue aussi le spectre de la « république », qui donnerait voix au peuple, à la masse, à la Kule, au nom de l'égalité : les détenteurs masqués du pouvoir effectif permettraient aussi d'imaginer une nouvelle aristocratie.

DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES, LE SUCCÈS DES HISTOIRES D'ESPIONS, D'INFILTRÉS, DE SUBVERSIFS

Cette conception ambiguë, qui fêta souvent avec une fascination certaine pour la figure du surhomme, va se réactiver à chaque grande période de trouble collectif, en particulier quand l'ordre dominant est menacé ou... menaçant. Ainsi, dans l'entre-deux-guerres, sur fond de volatilisation des vieux empires (ottoman, austro-hongrois), de surgissement de la stupéfiante révolution d'Octobre, puis de montée du fascisme et du nazisme, l'effervescence et le succès des histoires d'espions, d'infiltrés, de subversifs solitaires ou en club, manipulateurs ou manipulés, tant dans la littérature populaire que dans le jeune cinéma, témoignent de la forte suspicion selon laquelle il y aurait un envers de la démocratie, qui serait sa vérité cachée.

Vérité différente selon que l'auteur est réactionnaire ou penché à gauche. Ainsi, pour s'en tenir au Royaume-Uni, de nombreux romans d'Agatha Christie résistent un mépris sans faille pour le peuple. Les *Quatre* (1927), par exemple, évoque la collusion de quatre superintendentes dont l'objectif est de s'assurer la domination du monde : « La rhéologie universelle, les *braves ouvriers* (...), il y a des gens (...) qui disent que derrière tout ça, il y a une force qui ne veut rien d'autre que la destruction de la civilisation. » Les *Quatre* seront défaits par une autre superintendante, celle d'Hercule Poirot, et non par les forces du gouvernement.

Souvent adaptés au cinéma, de nombreux romans de Graham Greene (*Un air de gages*, 1936), et plus encore du merveilleux fauteur de

(1) Aude Dreyelle et Jean-Marie Roulin (sous la dir. de), *Les Romans de la Révolution, 1789-2012*, Armand Colin, Paris, 2014.



Un anathème commode

Certains voient partout des complots ; d'autres, des comploteurs. L'accusation fait florès dans les médias, où elle vise souvent à disqualifier toute pensée critique.

« Travailler, sache qu'un complot était dirigé de Bruxelles en cours afin de te dépouiller de tes droits les plus élémentaires (...) Ce discours, en l'a entendu durant la campagne référendaire sur la Constitution européenne de 2005. Trois ans plus tard, il n'a pas pris une ride. Toujours les mêmes procès d'intention, les mêmes affirmations mensongères, les mêmes dans-vérités assénées dans le but de faire peur dans les chaumières. »

Jean Quatremer, *Libération*, Paris, 5 mai 2008.

« Vers 1995, on a vu arriver des petites boutiques comme [le site] Acrimed, assez marginales, et très virulentes, qui se sont lancées dans la critique des « médias dominants ». Après tout, pourquoi pas (...) L'essai, c'est que c'est très vite devenu une fabrique de comploteurs. »

Philippe Val, *Causeuse*, Paris, février 2015.

« Après une brève parenthèse, les grands simplificateurs sont de retour. On assiste, depuis la fin du communisme, à la restauration stupéfiante de l'intelligence et du mouvement social (...). La pensée du complot s'empare à nouveau des esprits faibles. (...) Ce n'est pas la gauche insurrectionnelle qui est en cause, mais la soi-disant « gauche de gauche » et son emprise grandissante sur l'esprit du temps. »

Alain Jankélévitch, cité dans *Le Figaro*, Paris, 11 septembre 2003.

« Moi, je vois simplement la sociologie de Bourdieu comme une sociologie s'intéressant aux stratégies liées à des réseaux qui complètent, je pense que le modèle, le paradigme de la pensée de Bourdieu est un modèle comparatiste. »

Pierre-André Taguieff, *France Culture*, 18 décembre 2009.

« La posture critique (...) porte aussi en germe une logique de suspicion. Bien sûr, Bourdieu et Foucault étaient bien trop intelligents pour tomber dedans. Mais ils ont amené l'idée, reprise par d'autres de façon beaucoup plus primaire, qu'il y a des dominants continus en groupes dotés d'une volonté propre et négative (...). Cette vision peut expliquer bien des dérives, celle de Chomsky entre autres. »

Antoine Vaïsse, *RFC*, Paris, mars 2005.

S

ica de DigData - Barj Khalifa de Dubai - 110^e étage - Mémoire d'Avia Shabon

- Nous travaillons à trois échelles d'intervention : l'individu, le groupe-cible et le territoire, avec une possibilité d'extension jusqu'à la nation si l'on peut disposer d'un monopole assez sérieux sur les réseaux de distribution...

- Notre distribution d'eau potable est nationale...

- Alors nous allons pouvoir faire les choses bien...

11 h 01 déjà. Répéter pour fixer. Amphithéâtre sécurisé. Haies miroirs donnant sur le vertige, ouvrant sur le désert terraformé. C'est l'épreuve du feu pour moi. Ma première session sans-les de mémorisation exhaustive. Un officier installe à la face viriliste et glacée me pose pour la troisième fois les dix-huit mêmes questions. Il permute encore : l'intime, le perso, le pro, une vaine place pour me détendre, et la provocation derrière. Il croit me déstabiliser. Il est juste technique et con.

- Pouvez-vous vous présenter librement ?

- Je m'appelle Avia Shabon. J'ai 24 ans. Je suis sortie major de ma promotion à l'EMA, l'École nationale de l'administration, en France, en juin 2019. Je viens d'accéder au statut de sentinelle mémoriste.

- Vous êtes très jolie...

- Le protocole haute sécurité interdisant tout appareil électronique dans la salle, mon rôle consiste à mémoriser le plus exhaustivement possible la rencontre qui va débiter. Sur requête expresse, j'accepterai toute prise de sang qui pourra être nécessaire pour lire la mémoire de mes cellules, ou extraire les molécules d'eau portantes et contreréifier ma restitution orale.

- Vous êtes souffrante, n'est-ce pas ?

- Je vous ai déjà répondu quatre fois à cette question. Je vous crache un pistillon pour que vous puissiez ségéner ma réponse ? Tant qu'à user ma salive...

Il est 11 h 06. Salle ovale > Gradinée en arc sur double rang > couplés en deux par un escalier de bois sombre > Yeck, Fiva, Ava. Délégation > trente-quatre personnes > réparties sur quatre rangs > 141064. Le premier ministre est en retrait > rang 6, entre Yanev et Divlin. Les scientifiques sont au premier rang, le gouvernement au deuxième, les services secrets du Shabak au troisième. Mon virilisme me regarde, dès que ses n° 1, n° 2, n° 3 et n° 4 concubinent. Cinq échelons hiérarchiques en cinq personnes, ils font fort. Sur scène, Zeligler dévoile la slide 8 > déjà vu/su/su/su. 11 h 12. Souffle.

« Une sentinelle mémoriste est pure surface d'inscription. Elle ne doit rien interpréter. Pas regarder / juste voir / pas écouter / juste entendre. Ne rien ressentir / juste recevoir. Une sentinelle est un disque de cortex sur lequel le laser du ciel vient graver ses actualités. » J'aime la poésie bizarre d'Argas, mon mentor. Hier, il m'a dit : « Ava, je t'ai prise parce que tu es la plus brillante hypermémoire que j'aie pu former. Ton pouvoir de restitution est d'une précision hors norme, avec des taux de fidélité aux discours supérieurs à 99%. Mais tu as un défaut très pénible pour ceux qui s'injectent tes souvenirs : tu n'arrives pas à éliminer ta subjectivité. Quand j'inspire une réunion secrète en relief, je veux juste pouvoir restituer au client ce qui s'est dit, pas revivre deux heures de réflexion et d'émotions — aussi passionnantes soient-elles. Car tu es passionnante. Ava. Mais de toi, je veux juste des mots exacts. Une réité qui imprime. Des faits. S'il se plaît, vite de me parler avec tes sensations ! »

Zeligler parle debout, côté ovale, sur un tapis persan sculpté > dessin mental. Ni note ni pupitre. Contour gris parle très élégant > cravate sang. Il attend les questions. Il avance en pseudo-scène pour les saisir. Dernière lui, slide 11 sur l'écran géant. Elle représente le schéma d'encodage/décodage de l'audio-mémoriste, déjà fixé

Vos souvenirs



PETER MARTENSEN. « Recovery » (Disruption), 2009

dans les restitutions d'Argas du 2, 8, 19, 27 et 28 mars à Damas, Abu Dhabi, Téhéran, Moscou et Kiev. Rester compacte.

Reuven Weisman — du Shabak — live la nuit :

- Vous avez évoqué la possibilité d'injecter dans le réseau d'eau potable des fragments de mémoire traumatique, à plus ou moins forte dose, qui vont ensuite être ingérés par, disons, le public-cible, et altérer sa perception du passé, en modifiant par exemple des souvenirs politiques. Très bien. Mais comment évaluez-vous que ce public ne « vérifie » l'information altérée ? Sur Internet par exemple ?

- À haute dilution, la manipulation reste indétectable par la conscience, elle vient se déposer dans la mémoire événementielle. Elle fonctionne comme un souvenir intime, « propre » au receveur, qui est incapable d'en sentir l'origine allogène parce que le cerveau ne va jamais chercher une reminiscence : il la recrée, il la réactive par son réseau neuronal.

- Vous répondez à côté... Je vous parle des preuves Internet.

- Des « preuves Internet » ? (Il sourit franchement.) Écoutez... Le numérique est notre ADN. Depuis le rachat des serveurs de Google et Facebook, DigData détient 96% des données opérant sur cette planète. À ce niveau de monopole, nous avons la faculté de récrire sur nos clouds l'histoire des entreprises, des gouvernements, des peuples, des partis... Nous prédisons de la vérité à la demande pour nos clients. C'est notre cœur de métier aujourd'hui. Notre département de conformité cognitive « néofrélic » en permanence les contenus publics nécessaires — entretiens, textes, photos, vidéos, etc., pour les mettre en cohérence. Avec le tout-numérique, il ne sera bientôt plus possible de contrôler une vérité recalibrée dans nos banques

troubles Eric Ambler (*Frontière des sables*, 1936; *Épique pour un espion*, 1938) (2), traitent en revanche de complots mis sur pied par des représentants de l'ordre - d'un ordre corrompu, soumis à de tout autres intérêts que ceux qu'ils prétendent défendre et préfèrent l'extrême droite au péril rouge. Le héros est désormais un homme ordinaire, qui va se retrouver mêlé à une manipulation de la vérité et semé de comprendre de quoi il s'agit. Le complot apparaît alors comme le révélateur des choix véritables de démocrates fondamentalement pervers. Ce dont Le *Mémoire des mondes* d'Alison Huxley (1932) donne une version particulièrement déprimée.

Le roman d'espionnage affirme ainsi la fin de l'innocence. La démocratie repose sur une illusion: y croire est bon pour les naïfs, ceux qui ne voient pas que les véritables acteurs sont au-dessus de la masse, ou ceux qui sont persuadés que les valeurs dont elle se réclame sont effectives, neutralisant la tension entre émancipation (politique) et domination (sociale). Les années de l'après-Hiroshima, de la guerre froide, du maccarthysme et des guerres d'indépendance sont prolongées entre vision en et accentuant le cynisme, et l'effacement: OSS 117 (1949), James Bond (1953) et SAS (1965), tous très bien nés et dotés de capacités peu communes, sont des professionnels, tout comme la vraie police est affaire de professionnels et a pour moteurs la trahison, le double jeu, l'assassinat (3). La vérité des événements n'est jamais bonne à dire aux âmes simples: le monde libre et l'autre (quelque forme qu'il prenne), tous recourent aux mêmes machinations et meurtres. Les idéaux sont bien pillés.

Il faut dire que l'époque embrouille: des très chics jeunes « espions de Cambridge » travaillant pour l'Union soviétique tout en étant en fonction dans les services secrets britanniques au scandale du Watergate, en passant par la si ambiguë affaire Kennedys, pour ne rien dire des procès stalinistes, il devient franchement compliqué de rester dans un monde binaire, le bien le mal, la démocratie, le totalitarisme, etc. Ce que conte John Le Carré, avec son espion grisé et mélancolique, peu enclin aux certitudes (*L'Épave du secret*, 1961), tandis que bien plus tôt, en 1949, George Orwell, avec *1984*, avait fait du complot d'État la forme même que prendait l'avenir.

Énergie nucléaire, complot spatial, substances psychédéliques, science attaquant la perception de la réalité concrète... ces mêmes années (1950-1970) sont consacrées à la science-fiction comme la forme apte à représenter les potentialités de complot que recèle la modernité. Il ne s'agit pas tant de mettre au jour, dans une perspective plus ou moins critique, la dépression du politique subie par les citoyens que de jeter le doute sur la possibilité même de croire qu'il existe une vérité. À la suite des très nombreux films montrant des invasions d'extraterrestres (4), le feuilleton américain *Les Envahisseurs* (1967-1968) met en scène un complot extraterrestre pour coloniser la Terre. Le seul humain qui a compris passe pour fou. Dans le britannique et indissoluble *Le Prisonnier*, à la même époque, un ancien espion, noté malgré lui dans un charmant village, se bat contre les multiples aménagements, y compris techno-chimiques, à sa mémoire et à son identité. Défendre sa propre humanité comme ce qui veut disparaître: en ces temps où la contre-culture et la révolte vont exploser, le complot revêt des enjeux philosophiques, et non plus politiques.

Si, vingt ans plus tard, l'ensemble de ces scénarios s'affiche avec virulence et succès, une vague impressionnante, il en est deux qui, à en juger par leur succès, sont tout particulièrement en adéquation avec les inquiétudes du temps: le schéma philosophique et l'hypothèse de la secte des maîtres du monde. On se trouve désormais confronté à la « difficulté qu'il

ya à faire coïncider l'expérience concrète avec une satire rationnelle du capital mondialisé (5) », pris dans le flux des données, dans la circulation comme dématérialisée de l'argent, dans un réseau global d'informations actives qui semble doué d'autonomie.

LA RÉALITÉ EXTÉRIÈRE N'EST PLUS FIABLE, MAIS EN PLUS ON A DES DOUTES SUR LA RÉALITÉ INTÉRIÈRE

C'est le triomphe de l'écrivain de science-fiction Philip K. Dick, qui écrivait déjà, dans *Le Temps déformé* (1957): « Le monde dont nous faisons l'expérience n'est pas le monde réel, mais autre chose, une simulation, un leurre. La réalité extérieure n'est plus fiable, mais en plus on a des doutes sur la réalité intérieure. Dick est sur tous les écrans, adapté ou revendiqué comme influence: *Blade Runner* (1982), *Total Recall* (1990), *Minority Report* (2002), *Psyché* (2003), etc. Mais, aux côtés d'*Extrême* (1999) de David Cronenberg, où Tom vit sans le savoir dans un jeu vidéo, c'est peut-être le film des frères Wachowski (*Matrix*) (1999) qui rend le mieux compte de la vision « complotiste » de l'écrivain: la majorité des humains ignorent qu'ils occupent un univers virtuel; seuls quelques rebelles connaissent la vérité - le monde « réel » est dévasté, les « machines » ont pris le contrôle. Mais rien n'empêche de supposer que c'est un autre programme qui propose cette « vérité ». Il n'y a peut-être plus que des illusions. Comme dit Alain Badiou, c'est là un film pour préparer à Platon...

Parallèlement à ce doute métaphysique, s'épanouit le nouveau, pour donner sens à ce qui est ressenti comme l'impuissance des États, la lecture qui pose la clandestinité du véritable pouvoir, caché au citoyen et concentré entre les mains de quelques élus, les Illuminati. Étrangement, on retrouve là les Illuminés chers au roman du XIX^e siècle: une organisation ésotérique qui contrôle le monde dans l'ombre. Mais les Illuminés avaient en général pour le progrès de l'humanité, tandis que les Illuminati, malveillants, ne veulent que la domination totale, le *New World Order* et pour eux seuls. Comme le résumait certains rapports, ils sont derrière tout ce qui représente le pouvoir: « Obama est une marionnette du *New World Order* mondial » (Professeur Griff, du groupe Public Enemy); « Ils sont tous impliqués dans ces sociétés secrètes, John Kerry, George Bush, Tony Blair, Elisabeth » (Rockin Squat); « Imagine qu'en nous ment, depuis des siècles et des siècles. Que certains commandants haut placés connaissent les recettes. Les secrets de la vie, pas celle qu'on nous laisse voir » (Kemp Arkani).

La folie Illuminati, parallèle à la montée en puissance de la fantasy, a prospéré dans le sillage du triomphe rencontré par les complots de Dan Brown - *Du Vinci Code* (2003) et surtout *Anges et Démons* (2000). Si elle se glisse dans les chansons ou les jeux vidéo (*Grand Theft Auto*), son vrai champ d'expression, ce sont les réseaux sociaux, où sont dénoncés les « initiés », repérables à quelques signes: la présence d'une figure triangulaire, les doigts « cornus ». Par *Libère d'interprétation*, qui mêle le délire, le people, le groupe Böhmerberg (*lire l'article page 17*), etc., et flirte souvent avec l'antimodernisme.

Que la recherche « Illuminati » donne 491 000 résultats sur les pages françaises de Google (à titre de comparaison, « dette grecque » n'en donne que 281 000), que la vente des livres d'ésotérisme progresse de 50% en volume (chiffres du Syndicat national de l'édition pour 2013), que les maigres romans de Dan Brown se soient vendus à deux cents



PETER MARTESEN. - The Voice / Le Voo, 2010



PETER MARTESEN. - Sans titre, 2008

millions d'exemplaires ne suscite peut-être pas une franche gaieté. Il n'est pourtant pas impossible de décoder, dans cette frénésie de déchiffrement, si pauvre soit-elle, le besoin de trouver une vérité rendant compte de la folie de notre monde, de renouer avec un grand récit dormant sans aux événements. Besoin qui peut mener à rechercher un bouc émissaire, ou à refuser la captation des richesses collectives par quelques-uns...

ÉVELYNE PIGNARI.

(1) Cf. Le Schmitt, *Enquêtes et complots. Une enquête à propos d'Enquêtes*, Gallimard, Paris, 2012.

(2) Pour une étude plus particulièrement centrée sur les États-Unis, cf. Gordon B. Arnold, *Conspiracy Theory in Film, Television and Politics*, Praeger, Westport (Connecticut), 2008.

(3) Cf. André-François Radot et Raphaël Collin, *Science-fiction. Les frontières de la modernité*, Minkowski, Saint-Laurent d'Olype, 2014.

(4) André Jancovici, *Le Téméraire comme complot. Conspiration et paranoïa dans l'imaginaire contemporain*, Les Presses de la Sorbonne, Paris, 2007.

sont notre avenir

de données, finie de trace opposable. Et la manipulation par l'eau-mémoire offre un complément magnifique, car organique, à ces potentialités déjà puissantes du numérique.

Des chuchotements exotés affaiblissent les faces riches du Shabak. Le premier ministre a cessé ses apartés. Il est revenu en pleine attention.

« Vos souvenirs sont notre avenir », comme nous aimons à le dire à DigData...

Zelinger fait un bref signe à Clarisse d'écarter l'écran derrière lui. L'atmosphère, plus sombre, mieux centrée sur la figure de Zelinger, devient propice à un effet de climat.

Prenez un exemple simple. Imaginons que vous souhaitez renforcer votre unité nationale. Tous les départements de PsyPop du monde vous le disent: le vecteur le plus puissant pour souder l'appartenance communautaire reste la peur. Cortex préfrontale. Réponse réflexe. La peur de ce qui n'appartient pas à votre communauté. La peur des « pas-comme-nous ». Cette peur, à DigData, nous savons l'activer de deux façons. Il y a la technique du choc traumatique majeur, qui est un one-shot et demande une bonne coordination entre le numérique et l'aquatique. Et il y a la technique dite des PFI, « petites terreur narratives », qui fonctionne par faits divers successifs - agressions, vols, petits attentats, meurtres - en faisceaux convergents autour d'une communauté à stigmatiser - afin de franchir un seuil d'anxiété suffisamment massif pour activer le réflexe national. C'est presque une technique d'empoisonnement mémoriel, à dose légère mais régulière, qui produit d'excellents résultats sur le long terme et s'avère souvent moins risquée que le choc traumatique majeur.

« Je m'interroge sur les aspects pragmatiques. Beaucoup de nos concitoyens boivent l'eau du robinet, mais ce n'est pas la totalité. Comment compléter votre suggestion pour les autres ?

« Il est clair qu'à l'échelle nationale - et je salue cette ambition - à laquelle vous voulez procéder, il est nécessaire de pouvoir intervenir sur le marché des boissons: eau en bouteille et sodas en priorité, mais aussi vin, bière, spiritueux, etc., selon vos habitudes de consommation. L'eau à Washington le nous donne, et vous imaginez qu'on ne peut rien faire de probant chez nous, Américains, sans toucher au Coca ?

« Ça rit grassement chez Abitbol et Straussman. Zelinger est chaud. Son front lui tressaille légèrement « sœur ça va qui parle. La porte centrale qu'on déverrouille pour faire entrer le traître laisse planer un silence d'une vingtaine de secondes. 11 h 30. Plateaux-ergas local. Six tables isolantes > nappes bleues. Trois employés qui entendent s'écarter sous l'inspection [souffle long au corps] des vigiles. Porte re-verrouillée > Ça reprend.

Un Japonais de l'équipe scientifique, siglé Cod Shibusya, empêche son micro:

« Avec-vous des exemples d'infiltration de groupes religieux ?

« Nous avons beaucoup travaillé en hammam, à partir de la vapeur d'eau. C'est un vecteur idéal, très efficace à exposition répétée...

Silence soudain. Le premier ministre demande la parole.

« Monsieur Zelinger, la piste sur laquelle nous voudrions vous solliciter, si l'audit de nos services scientifiques valide vos protocoles, est l'insémination d'idées de complot. Sans entrer dans le détail de notre stratégie de communication, nous constatons que le réflexe conspirationniste envers nous est très développé - et nous handicapé beaucoup. Tout ce qui vient de nous est suspecté de manipulation. Nous payons le tribut de notre puissance et nous l'assurons. Mais nous voudrions affaiblir cette image, nous « fragiliser » aux yeux du monde en laissant germer la suspicion qu'Israël est lui-même manipulé, lui-même la proie d'un complot qui le dépasse.

« Vous voudriez retrouver ce statut si précieux, car tellement empathique, de victime ?

Zelinger a osé. La salle se tend. Huit personnes demandent des bouteilles d'eau, quatre un café, deux un thé noir et six un jus d'orange. Je fixe le qui boit quoi. Les agents du Shabak n'ont rien pris. Encore. Zelinger exhale. Seren.

« Nous avons une cellule spécialisée dans le storytelling conspirationniste. Scénaristes, réalisateurs, écrivains, conteurs, anthropologues et mythologues. Plus les pays. Les théories du complot obéissent à un besoin de réassurance, vous le savez. Dans un terrain paranoïaque comme la société israélienne, c'est un excellent choix. Nous travaillons par générations successives d'infos partielles et éclatées, issues de sources perçues comme crédibles mais occultes, en favorisant les effets de viralité. En doublant des souvenirs encodés dans les réseaux physiques, par l'eau, et des « preuves » laissées sur les réseaux numériques, nos mythologues fabriquent des MEM - mémoires à effets mimétiques - qui deviennent rapidement très partagées. Ensuite, nous laissons infuser quelques semaines, afin de voir dans quel sens se contracte le récit imaginaire, et nous l'accompagnons. Cette technique évite les risques de rejet puisqu'on s'appuie sur les attentes du public et ses propres pulsions narratives. Le complot est un magnifique producteur d'histoires romanesques, très proche du thriller dans sa soif de dévoilement progressif. Après incubation, notre cellule prend le relais en causant la conduite de récit, en essayant ça et là des indices, en suscitant des retours, plot points, climax, fausses pistes, etc.

« Vous mettez en scène l'imaginaire des gens...

« Nous le scénarisons, plutôt, mais à partir de ce qui émerge spontanément du réseau. Une théorie du complot ne se force pas. Elle s'épouse.

« Vous vous appuyez sur des psychologues ?

« Disons que nous exploitons à fond la psychologie conspirationniste, oui. Par exemple l'illusion des séries: percevoir à tort des coïncidences dans des données au hasard; la dissonance cognitive: réinterpréter et éliminer les faits en contradiction avec la théorie; l'effet focus qui surdimensionne les faits en accord avec la théorie, ou genre de choses. Ou encore la croyance que le mal est toujours imputable à quelqu'un, le biais d'attribution, l'hypothèse assimilation...

« Qu'est-ce que vous nous proposez pour justifier par un contre-complot notre politique de colonisation des territoires palestiniens ?

Salle d'injection - 88^e étage > Fragment de mémoire d'Argus Lahmann

« Alors, Argus ? La retranscription d'Avia est fidèle ?

« Un peu polémique au début, mais très fidèle sémantiquement. Vous lui effacez toute la fin de la réunion. Il est clair qu'elle a pressenti la manipulation de Zelinger par les boussons distribués au cocktail. Avia doit conserver une certaine virginité politique. Elle est jeune. Ne me la bouilliez pas avec un cynisme trop précoce...

Unité de séquençage mémoriel - 72^e étage > Printage smartphone

« Nous avons coupé et redigé une heure de réunion pour l'injecter aux scénaristes sans les passages confidentiels.

« Et sans la sortie horrible du Shabak sur la « dératation » de Gaza. Les artistes ont besoin d'aimer à minima les clients pour bien travailler...

ALAIN DAMASIO.

Scénariste, romancier et créateur d'univers de science-fiction. Cette nouvelle inédite d'Israël dans *Univers parallèles qu'il a développé avec Katalin Nemes, Catherine Dufour et Norbert Murguier* aux Éditions de Shibusya Productions.